



COMMUNIQUE

Abidjan, le 19 mai 2019

L'Initiative Cacao et Forêts progresse en Côte d'Ivoire, mais notre tâche est loin d'être achevée

Auteurs : Alain-Richard DONWAHI, Ministre des eaux et forêts de Côte d'Ivoire et Richard SCOBAY, Président de la World Cocoa Foundation.

Si vous demandez à Madame Yao Ahou pourquoi les forêts sont importantes, cela lui paraît évident. Cette cacaocultrice voit les conséquences de la déforestation à N'Denou, en Côte d'Ivoire. La déforestation change le climat : « Il y a moins de pluie parce qu'on a abattu tous les gros arbres qui pouvaient faire monter la vapeur pour attirer la pluie. Si on pouvait avoir encore ces gros arbres sur nos cacaoyers (...) ! Ils couvraient les cacaoyers et les protégeaient au moins contre le soleil. »

Dame Ahou Yao est l'une des personnes parmi plus d'un million qui sont activement impliquées dans l'Initiative Cacao & Forêts dont les premiers rapports de progrès viennent d'être publiés. Ce partenariat public-privé unique a pour but d'arrêter la déforestation causée en Côte d'Ivoire et au Ghana, par la culture du cacao, l'ingrédient principal du chocolat.

Comment les choses se passent-elles en Côte d'Ivoire ?

La bonne nouvelle est que dans la dernière décennie, le gouvernement ivoirien a travaillé dur pour devenir un leader mondial de la lutte contre le changement climatique. Le Président Alassane Ouattara a signé à New York, la déclaration des Nations Unies sur les forêts en 2014 et a pris l'engagement de restaurer le couvert forestier national à 20% du territoire d'ici 2030.

Au cours des deux dernières années, l'Etat de Côte d'Ivoire a accéléré ses actions pour créer un environnement propice à une agriculture sans déforestation. Un nouveau code forestier a été promulgué par le Président de la République. Les décrets d'application sont progressivement pris afin de mettre en œuvre la Politique de Préservation, de Restauration et d'Extension des forêts et d'assurer la production du cacao durable et



respectueux de l'environnement. Une carte sur le couvert forestier national et l'utilisation des terres a été mise à jour et diffusée pour soutenir une meilleure planification et un investissement accru dans l'agroforesterie. Des mesures sociales et environnementales ont été prises afin de garantir le respect des droits des agriculteurs dans le cadre de l'Initiative Cacao et Forêts.

Avec la nouvelle politique forestière, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a établi un processus unique d'engagement avec les entreprises, les organisations de producteurs, les groupes environnementaux et les partenaires techniques et financiers, pour solliciter des contributions. Il a utilisé ce processus pour élaborer une stratégie et donner des orientations opérationnelles pour sa mise en œuvre. Le gouvernement de Côte d'Ivoire a également mis en place une structure de gouvernance solide pour garantir l'engagement et la participation de toutes les parties prenantes. Cette structure inclut un partenaire clé : Le Conseil du Café-Cacao, qui joue pleinement son rôle crucial de régulation, stabilisation et développement de la filière. Ce niveau élevé de coopération entre l'industrie, le gouvernement et les partenaires clés permet aux entreprises de mieux planifier leurs activités et leurs investissements pour lutter contre la déforestation.

Les trente-cinq entreprises signataires de l'Initiative Cacao et Forêts - qui représentent 85% du commerce mondial du cacao - ont pris des mesures fortes en 2018-2019, en partenariat étroit avec le gouvernement ivoirien. Elles ont mis en place des systèmes pour éliminer la déforestation de la chaîne d'approvisionnement du cacao, notamment en cartographiant près d'un demi-million d'exploitations. Elles ont également distribué près de 2,2 millions de plants d'arbres forestiers aux producteurs pour créer des systèmes d'agroforesterie qui combinent cacaoyers et arbres indigènes et reboisent les terres dégradées.

Les entreprises ont également progressé dans la culture de « Plus de cacao sur moins de terres », un concept qui signifie que les agriculteurs sont moins enclins à défricher les zones boisées à la recherche de plus de terres agricoles. A travers leurs programmes, elles ont formé plus de 445 000 agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles et soutenu plus de 190 000 producteurs dans la diversification des cultures et des revenus. L'objectif est de fournir aux producteurs de cacao les connaissances, les compétences et les outils nécessaires pour cultiver d'autres cultures qui peuvent diversifier leurs sources de revenus et les rendre moins dépendants du cacao.



Ces réalisations consignées dans les premiers rapports de progrès de l'Initiative Cacao et Forêts sont importantes. Elles se sont traduites, entre autres, par la chute du taux de déforestation dans certaines aires protégées et des forêts classées. Mais les défis restent énormes. Ils sont en particulier liés à la mobilisation des ressources financières requises pour réaliser des actions fortes comme l'actualisation des limites des forêts classées y compris les enclaves, la réhabilitation et la restauration des forêts dégradées, les mesures de sauvegarde environnementales et sociales, et la mise en place d'un système national de traçabilité et de surveillance satellitaire de la couverture forestière.

Nous avons donc beaucoup à faire pour atteindre notre objectif de stopper la déforestation et de restaurer les forêts. Cette année, l'industrie et le gouvernement vont accélérer la collaboration entre les acteurs du cacao et mettre en place de nouveaux outils efficaces pour surveiller et mettre un terme à toute nouvelle déforestation.

Nous chercherons également à établir un impact durable pour l'Initiative Cacao et Forêts. Pour cela, le gouvernement et l'industrie doivent travailler ensemble pour mobiliser des financements durables, en particulier pour les domaines clés de la protection et de la restauration des parcs nationaux et réserves et des forêts classées. Nous devons impliquer davantage les communautés pour améliorer leurs moyens de subsistance et garantir leur engagement dans la protection des forêts, en s'attaquant à des problèmes critiques tels que l'empreinte carbone et la biodiversité. Il convient également de mettre en œuvre nos actions dans le contexte d'une approche collective et territoriale.

L'Initiative Cacao et Forêts a parcouru un long chemin en peu de temps. Mais la tâche est loin d'être achevée. Nous exhortons d'autres partenaires techniques et financiers à se joindre à nos efforts cette année et à nous aider à accélérer les progrès, afin que les générations futures puissent profiter du riche et magnifique patrimoine naturel de la Côte d'Ivoire.

Contacts : Ministère des Eaux et Forêts de Côte d'Ivoire

- Robert YAPO ASSAMOI, Conseiller Technique, Coordonnateur de l'ICF, Tel : +22505000441 ;
- Hermann AMAN, Chef du Service Communication, Tel : +22507855704.